

La situation sécuritaire limite l'accès aux revenus habituels et réduit les activités maraîchères

MESSAGES CLÉS

- Suite aux tensions intercommunautaires qui s'amplifient dans les zones touchées par le conflit, les ménages déplacés, les familles hôtes ainsi que les retournés et les résidents pauvres ont un accès limité aux terres agricoles et aux moyens d'existence. Ces ménages n'arrivent plus à couvrir leurs besoins primaires et dépendent étroitement de l'aide humanitaire. Selon [les dernières estimations d'OCHA](#), le nombre de personnes en déplacement est stable les derniers mois et totalise 384.884 personnes le 30 septembre (**Figure 1**).
- En raison de la persistance du conflit civil, les circuits commerciaux traditionnels restent perturbés avec des flux inférieurs à la moyenne et des prix de denrées de base dans une tendance haussière dans les centres urbains malgré la période des récoltes. A cela s'ajoute la baisse généralisée de revenus en dessous de la moyenne pour la vente des produits agricoles, du bétail et de la main d'œuvre. Cette situation entraîne un faible pouvoir d'achat et des difficultés d'accès alimentaire pour les ménages pauvres.
- Malgré la généralisation des récoltes et la fin de la période de soudure en octobre, la sécurité alimentaire reste préoccupante car les disponibilités alimentaires ne pourront pas compenser les déficits alimentaires chez les ménages pauvres résidents dans les zones d'insécurité, les déplacés, et les familles hôtes. Ils seront incapables de couvrir leurs besoins alimentaires et resteront en Crise (phase 3 de l'IPC) jusqu'au moins mai 2017.

Résultats de la sécurité alimentaire estimés en octobre à janvier 2017 (gauche) et février à mai 2017 (droite)



Niveau maximum estimé de l'insécurité alimentaire dans des zones d'intérêt significatives selon les tableaux de référence de [l'IPC 2.0](#):

- Phase 1 : Minime
- Phase 2 : Stress
- Phase 3 + : Crise ou plus
- ! Sévérité atténué par l'assistance d'une façon significative

Source : FEWS NET

Cette carte représente les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aigue pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l'insécurité alimentaire chronique. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

ZONE	ANOMALIES ACTUELLES	ANOMALIES PROJÉTÉES
<i>National</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Hausse des prix des produits alimentaires importés et du bétail • Des revenus inférieurs à la moyenne de la plupart des sources de revenus • Perturbation des circuits commerciaux traditionnels • Baisse atypique des stocks malgré les récoltes • Confinement des bétails dans des zones localisées à cause de la persistance du conflit • Accès difficiles aux champs et aux semences, baisse des opportunités de main d'œuvre • Restriction des opérations humanitaires dues à l'insécurité 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite des hausses des prix des denrées importés • Faible demande locale et difficultés d'accès aux aliments à cause du faible pouvoir d'achat • Poursuite des sources de revenus inférieurs à la moyenne • Réduction des superficies de contre saison (maraîchage) et baisse de la production irriguée 2016/2017 ainsi que les revenus de main d'œuvre • Poursuite des contraintes des programmes humanitaires avec l'insécurité civile
<i>Les déplacés, retournés, et familles hôtes du Nord-Ouest, du Centre, et du Sud-Ouest</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Présence de nouvelles personnes déplacées • Perte des moyens d'existence et du pouvoir d'achat de produits de consommation • Forte baisse de la disponibilité alimentaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution d'approvisionnements des marchés situés dans les zones de conflits • Pauvre consommation alimentaire

PERSPECTIVE PROJETÉE À MAI 2017

Les facteurs climatiques, en particulier la pluviométrie, ont été favorables pour les cultures dont les récoltes sont en cours ou terminées. Toutefois, d’après les conclusions de l’analyse IPC d’août 2016, la situation sécuritaire demeure préoccupante dans les zones du Nord-Ouest, du Centre, et du Sud-ouest en raison de nouvelles attaques armées. Cette persistance du conflit continue d’entraîner de difficultés d’accès aux champs et des mouvements de populations qui abandonnent les champs conduisant à une baisse de production pendant quatre années consécutives dans ces zones. Ces baisses successives des disponibilités alimentaires conjuguées aux perturbations des marchés conduisent les ménages pauvres résidents et les déplacés dans une situation préoccupante d’accès alimentaire et de consommation alimentaire. L’insécurité alimentaire dans certaines zones (Préfecture de la Vakaga) risque de se dégrader davantage à cause de la difficulté d’accès de la zone, le niveau d’assistance humanitaire très faible et la présence importante de rapatriés du Soudan du Sud.

La production des cultures maraichères risquent d’être compromises à cause de la présence des groupes armés qui limitent l’accès aux champs dans les préfectures encore soumises au conflit comme Ouham, Ouham Pende, Nana Gribizi, Ouaka et Vakaga. Les contraintes pour la production maraichères incluent aussi le manque de semences, le déplacement temporaire des populations en période de semis et la destruction et pillage des greniers et outils de travail. Du coup, on pourrait s’attendre à une baisse de la production de contre saison se traduisant par la baisse de la vente des produits agricoles et les opportunités d’emplois agricoles. Il est également attendu l’épuisement précoce des réserves alimentaires des ménages dans les zones les plus affectées en mars au lieu de mai en année normale.

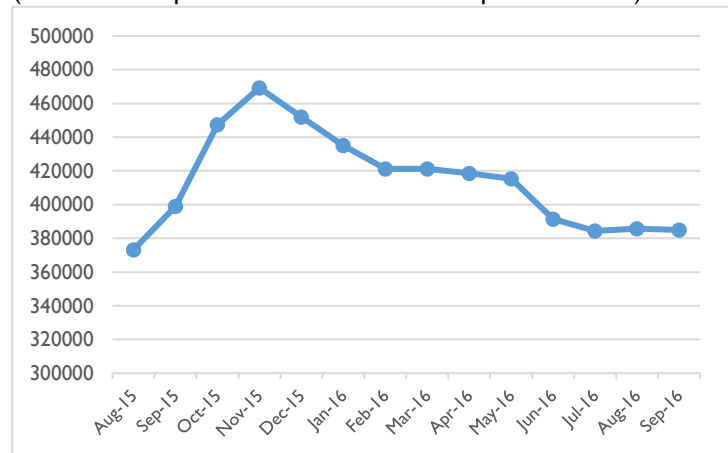
En ce qui concerne l’élevage, les couloirs de transhumance sont toujours perturbés et contrôlés par les groupes armés qui opèrent fréquemment le pillage des animaux dans les préfectures de Ouham, Ouham Pende, Nana-Mambere, Nana-Gribizi et Ouaka. Cela engendre une baisse globale des revenus des productions pastorales.

Malgré la bonne pluviométrie et la remontée des principales cours d’eau cette année, les activités de pêche restent fortement perturbé pour des raisons d’insécurité et génèrent des revenus inférieurs à la moyenne en particulier dans les préfectures de Haut-Mbomou, Mbomou et la Haute-Kotto. Les autres activités génératrices de revenu telles que la chasse et la cueillette sont aussi perturbées à cause du conflit civil et procurent des revenus largement en dessous de la moyenne. Cette diminution générale de revenu continue à engendrer des baisses atypiques de pouvoir d’achats pour les ménages pauvres et à rendre difficile leur accès aux aliments.

La persistance de l’insécurité civile limite aussi l’accès aux marchés par les producteurs pour vendre leurs marchandises. Les circuits commerciaux restent perturber et le cout de transport élevé. Selon les résultats de l’IPC d’août 2016, une tendance à la hausse des prix des denrées de base comme le manioc, le riz et le sésame est observée particulièrement dans les marchés des centres urbains à travers le pays.

Malgré la généralisation des récoltes en octobre, la Crise alimentaire (Phase 3 de l’IPC) va continuer d’affecter les déplacés, les retournées, les familles hôtes et les ménages pauvres dont l’accès aux moyens d’existence reste très limité. Cette situation va perdurer jusqu’au moins mai 2017 dans les zones affectées par le conflit du nord-ouest, sud-est et centre-nord (Ouham, Ouham Pende, Nana Gribizi, Vakaga) à cause de la baisse des stocks en dessous de la moyenne, la perturbation continue des flux commerciaux et la baisse de la plupart des sources de revenu et d’alimentation. L’alimentation va continuer à être peu variée (feuilles de manioc, tubercules et autres ignames sauvages) et les déficits de consommation alimentaire vont persister.

Figure 1 : Evolution des tendances de déplacement en RCA : (nombre de déplacés entre août 2015 et septembre 2016)



Source : Commission Mouvement de Populations

A Propos du Suivi à Distance

Dans le suivi à distance, un coordinateur travaille d’un bureau régional avoisinant. En comptant sur les partenaires pour les données, le coordinateur applique l’approche de développement des scénarios pour faire l’analyse et élaborer les rapports mensuels. Comme les données peuvent être moins disponibles que dans les pays avec des bureaux de FEWS NET, les rapports de suivi à distance peuvent montrer moins de détail. Pour en savoir plus sur le travail, cliquez [ici](#).